

DÉCLARATION DU BUREAU NATIONAL

LES EXIGENCES SOCIALES RESTENT FORTES : IL Y A URGENCE À UNE MEILLEURE RÉPARTITION DES RICHESSES

L'actualité internationale reste marquée par une aggravation des conflits, de l'autoritarisme et des politiques d'austérité. En Palestine, les offensives israéliennes se poursuivent dans un contexte de colonisation et d'apartheid toujours plus violent. Au Soudan, les massacres et viols continuent tandis que la crise humanitaire s'aggrave. En Ukraine, la guerre d'agression russe se poursuit sur fond de négociations d'un « plan de paix » qui fait la part belle aux prétentions de la Russie et alimente la fuite en avant militariste des puissances occidentales. Ici comme ailleurs, il ne peut y avoir de paix durable sans paix juste. Partout, les gouvernements mènent des attaques contre les droits sociaux, les services publics, les associations et les libertés syndicales, avec une montée inquiétante de l'extrême droite et des politiques racistes. **L'Union syndicale Solidaires adresse son soutien aux travailleurs et travailleuses de Belgique et du Portugal qui se mobilisent contre ces politiques.**

En France, la tentative d'imposer un budget d'austérité sans précédent s'est heurtée à une mobilisation importante du monde du travail. Le débouché des débats parlementaires en cours reste à ce jour incertains. L'évolution du PLF et du PLFSS reste surveillée avec attention.

Ces projets maintiennent des coupes budgétaires sur les services publics et les associations. Ils continuent de faire payer les retraité·es, les travailleurs et travailleuses et les plus précaires. Quant aux assistés que sont les patrons des grandes entreprises et les plus fortunés, ils restent exemptés de participer à la hauteur de leurs revenus à l'impôt comme tout un chacun.

Les mêmes qui bénéficient d'importantes aides publiques refusent d'augmenter les salaires et multiplient les plans de licenciement. Dans ce contexte de destruction massive d'emplois il est indispensable que l'abandon de la lettre de cadrage d'une nouvelle réforme de l'Assurance chômage se concrétise sans prendre la forme d'un chantage à de nouvelles économies.

L'Union syndicale Solidaires n'assistera pas à l'inauguration de la conférence sociale demain. Sur nos retraites, nous refusons de discuter d'autre chose que d'une amélioration du système par répartition. Nous réclamons l'abrogation de la réforme de 2023, première étape pour un retour à un âge légal de 60 ans avec 37,5 annuités.

L'Union syndicale Solidaires tire la sonnette d'alarme : la répression s'abat tout azimut sur celles et ceux qui font entendre des voix dissonantes. Plaintes contre des humoristes, des jeux de société, Fabien Villedieu (secrétaire fédéral de SUD Rail) ou la secrétaire générale de la CGT. L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien plein et entier à Sophie Binet.

Cette procédure-bâillon passe un cap, dans un contexte de répression antisyndicale qui s'intensifie de toutes parts, dans le public comme le privé. Les intentions des auteurs de la plainte sont claires : faire taire tout contre-pouvoir dans les entreprises, les administrations et les collectivités territoriales. C'est ce à quoi s'attache la direction d'Amazon qui a licencié ou sanctionné plusieurs élu-es SUD de l'entreprise.

À Hénin-Beaumont c'est notre camarade Djelloul Kheris, élu SUD Collectivités Territoriales, qui est menacé de révocation. La liberté syndicale est une liberté fondamentale. En la protégeant, en refusant de nous taire, nous défendons les droits de toutes et tous.

L'Union syndicale Solidaires appelle à se rassembler le 12 janvier à 11H devant la mairie d'Hénin-Beaumont en soutien à Djelloul et construira une mobilisation pour le respect des libertés syndicales chez Amazon.

Les exigences de justice fiscale, sociale et environnementale restent fortes. Nous maintenons les débats budgétaires sous haute surveillance et nous mobiliserons dans les entreprises pour que les négociations sur les salaires soient à la hauteur des bénéfices engrangés.